



DISCOURS DE SON EXCELLENCE PATRICE EMERY TROVOADA

**PREMIER MINISTRE ET CHEF DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DE SAO TOME E PRINCIPE**

À LA 78ÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

New York, 20 septembre 2023

Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies ;

Excellence Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies ;

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;

Excellences Mesdames et Messieurs les Représentants des Etats membres ;

Distingués délégués,

Mesdames et Messieurs,

Dans un contexte international marqué par des conflits armés, des catastrophes climatiques, des tensions grandissantes entre les États et une diminution effective de la confiance des populations envers leurs représentants, c'est avec un grand sens des responsabilités que je prends la parole devant cette auguste Assemblée en tant que Premier Ministre et Chef du Gouvernement, de la République Démocratique de Sao Tomé et Príncipe.

Je tiens à m'incliner respectueusement face aux victimes du tremblement de terre récent au Maroc et aux inondations en Libye.

Permettez-moi de profiter de cette soixante-dix-huitième session du débat général pour féliciter l'Ambassadeur Dennis Francis pour son élection à la Présidence de cette session et lui exprimer dès maintenant notre plein soutien et collaboration tout au long de son mandat.

Nous remercions également le Président sortant, Monsieur Csaba Korosi, pour l'engagement avec lequel il a conduit les travaux de la session précédente, notamment face à la complexité des nouveaux conflits et de la crise alimentaire.

Monsieur le Président

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement

Le thème choisi pour cette session, "**Libérer le pouvoir de l'égalité entre les hommes et les femmes**", que nous saluons, n'est que trop d'actualité à un moment où l'humanité est confrontée à l'inversion des progrès du

développement humain et à l'aggravation des inégalités entre les régions du monde et au sein de nos États respectifs.

Le protocole relatif aux droits des femmes en Afrique, connu sous le nom du Protocole de Maputo célèbre ses 20 ans, et force est de constater la persistance d'un déficit énorme en termes d'autonomisation et d'égalité des chances, notamment en ce qui concerne la participation des femmes aux organes de décision politique, mais nous pourrions aussi citer la Convention d'Istanbul qui malgré son caractère contraignant pour les États signataires peine à traduire en résultats la volonté du Conseil de l'Europe.

Cette thématique comme d'autres est un objectif mondial qui exige l'engagement de la communauté internationale, des gouvernements, des organisations, et de la société civile pour créer un monde plus juste et plus équitable pour tous.

Mais face aux défis persistants et grandissants qui subsistent notamment en matière de pauvreté, de la faim, des inégalités et des questions environnementales, au-delà de nos discours nous devons, nous, dirigeants des diverses nations ici représentées, nous remettre en cause et constater notre échec à protéger notre planète et garantir une prospérité partagée d'ici 2030.

Mon pays, petit État insulaire, jouissant d'une démocratie effective depuis plus de 30 ans, et en développement, est au premier rang des victimes du

dérèglement climatique, de la dégradation de l'écosystème et de la dépendance économique.

Mon Pays connaît une situation d'urgence économique et financière de court terme, bien connue de nos principaux partenaires, tout en traversant un processus de transition complexe vers le stade de développement moyen, et en menant une politique adaptée à sa réalité, dans le respect de la diversité multiculturelle et des Droits de l'Homme.

Nous nous efforçons avec un certain succès, d'adopter les codes, les recommandations et les bonnes attitudes visant les 17 objectifs du développement durable, mais les problèmes structurels, les asymétries en tout genre, le manque de confiance dans les institutions démocratiques de la part de nos populations vont grandissants.

Nous ne devons pas hésiter à montrer du doigt les responsables en matière de dérèglement climatique au sein du G20 ou des instances de gouvernance économique mondiale qui continuent à ne pas tenir compte de nos objectifs sociaux et environnementaux, particulièrement en nous privant d'accès aux ressources financières en quantité et conditionnalité raisonnables.

Plus inquiétant encore, est le fait que nous assistons à une polarisation et une fragmentation de plus en plus grande du monde et de la gouvernance globale, avec son lot croissant de populisme et de nationalisme. Même la société technologique digitale qui aurait pu apporter un accélérateur au développement de nos pays, et de participation citoyenne au niveau global,

devient une nouvelle source d'inégalité, de concentration de richesse et de domination.

Les inégalités, le manque de respect, et l'absence d'inclusion, ne peut conduire qu'à des fractures de plus en plus grandes et des retours en arrière.

Les coups d'États et tentative de subversion de l'ordre constitutionnel sont de plus en plus fréquents, les conflits anciens comme la Palestine et ou avec Cuba perdurent quand ceux du Yémen, de la Syrie, du Soudan ou de la Lybie prennent le même chemin.

Les conflits armés en violation du droit international quels qu'ils soient, eux aussi reçoivent un traitement différencié. Notre condamnation de l'invasion de l'Ukraine par la Russie a été claire et sans hésitation, car nous respectons le droit international et la Charte des nations Unies.

Malheureusement les réfugiés et les morts ne sont pas égaux en droit et en dignité dans un monde qui se dit civilisé. Il semblerait que seules les pandémies globales soient aujourd'hui capables de nous rassembler et de nous mobiliser.

Nous tardons à réagir pour imposer la paix face à la situation de conflit larvé dans la région des grands lacs, alors que la liste des morts, des déplacés et de toutes sortes de destructions ne fait que s'aggraver, alors que les missions internationales de paix ont montré leurs limites par manque d'engagements clairs et effectifs en faveur des populations qui sont les premières victimes.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Il est peut-être tard, trop tard, mais l'indifférence et l'hypocrisie sont inacceptables, nos problèmes de pays pauvres tendent à devenir également des problèmes de pays riches : disparité démographique, disparité économique, dérégulation climatique, perte de confiance institutionnel, entre autres, et il existe un espoir de trouver un nouvel élan en nous engageant résolument en faveur de la réforme de nos institutions, à commencer par l'Organisation des Nations Unies et les Institutions de Brettons Wood, pour un multilatéralisme réinventé et plus solidaire.

Il est donc de notre devoir, comme leaders, de faire germer un art capable d'articuler les solutions attendues, qui puisse éclairer tant d'humains dont l'expérience n'est rien d'autre qu'un voyage de souffrance et d'incertitude. Le vrai leadership c'est trouver les compromis nécessaires, c'est d'avoir la capacité de faire la paix et de promouvoir le progrès.

Excellences,

Comme on dit souvent, la nature a horreur du vide. Et notre rhétorique, nos plaidoyers Sommet après Sommet sonnent creux et vides.

Nous sommes convaincus que des sociétés pacifiques, équitables et durables, des jeunes bien éduqués et formés, jouissant d'une bonne santé, sont dans l'intérêt général, et qu'il faut donc faire preuve de bon sens pour prévenir de plus grandes ruptures, imprévisibles, alors que nous avons les moyens techniques, financiers et humains pour reformer le système politique

international. La responsabilité des pays riches est engagée, mais la notre également n'est pas exclue.

Nous réaffirmons le ferme engagement de la République Démocratique de Sao Tomé et Príncipe à collaborer activement avec ses partenaires régionaux et internationaux dans toutes les initiatives visant à éradiquer tous les actes inhumains, dégradants pour les êtres vivants, comme pour l'environnement, et portant atteinte aux valeurs humanistes et de liberté.

Nous croyons profondément que notre Organisation est le centre qui rassemble nos causes, et la seule entité qui a pour rôle de structurer et de systématiser nos défis communs et de conduire l'harmonisation de notre monde, dans le respect des différences culturelles, des modèles et des systèmes de gouvernement et des choix économiques.

Monsieur le Président

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement

Avant de conclure, j'aimerais dire combien mon pays est particulièrement reconnaissants envers notre Secrétaire General António Guterres pour ses efforts inlassables visant à renforcer le rôle des Nations Unies en faveur de la paix, de la démocratie et de la protection de la vie humaine à l'échelle mondiale, et dans la lutte contre la pauvreté et le changement climatique sous toutes ses formes.

Sa détermination nous interpelle et nous oblige.

Je vous remercie pour votre attention.